

DEMANDE D'INSTITUTION D'UNE COMMISSION ROYALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John B. Hamilton (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Comme le premier ministre a rejeté à plusieurs reprises des requêtes visant la création d'un comité spécial de la Chambre pour conduire une enquête sur les accusations portées par les généraux Simonds et Macklin, accepterait-il de nommer une commission royale à cette fin?

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si une commission royale est instituée, on l'annoncera en temps utile. La question n'a pas encore été examinée.

M. Hamilton (York-Ouest): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur; le premier ministre sait-il que les journaux étrangers à travers le monde publient des rapports sur ces accusations, ce qui pourrait nuire sérieusement à la position qu'occupe le Canada sur le plan international?

Le très hon. M. St-Laurent: Que les journaux publient à travers le monde quelque chose de sensationnel, cela n'est pas de nature à me surprendre mais je ne pense pas que ces rapports nuiront à la place qu'occupe le Canada devant l'opinion mondiale.

L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE DES RÉPUBLIQUES D'AMÉRIQUE EN VUE D'ÉTUDIER LES PROGRÈS DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE NUCLÉAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Solon E. Low (Peace-River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Je m'excuse de ne pas lui en avoir fait tenir avis, mais je suis bien certain qu'il pourra y répondre dès maintenant. La *Gazette* de Montréal annonce, ce matin, que le président Eisenhower a "invité toutes les républiques américaines à désigner des représentants à un comité interaméricain" en vue de "la mise en valeur de l'énergie électrique nucléaire". Bien que la nouvelle parle d'une invitation adressée aux républiques américaines, il me semble qu'il s'agit plutôt des pays américains. Le premier ministre peut-il nous dire si ce comité interaméricain embrasserait le Canada et, dans le cas de l'affirmative, peut-il nous indiquer quels sont les objectifs du comité interaméricain?

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur. Si je comprends bien, le président convoque une réunion.

[L'hon. M. Campney.]

nion des représentants des membres de l'Union panaméricaine, dont le Canada ne fait pas partie, et l'objet de cette réunion est d'étudier les moyens pratiques de rendre l'énergie nucléaire ou atomique disponible à des fins pacifiques. Il y a bien des années, cela va sans dire, que nous maintenons des contacts étroits avec les États-Unis et le Royaume-Uni dans la recherche des moyens pratiques d'en arriver là, mais nous n'avons pas été invités à cette réunion spéciale des représentants de l'Union panaméricaine.

LE REVENU NATIONAL

DEMANDE DE RÉDUCTION DU TARIF DOUANIER À L'ÉGARD DES COFFRES EN MÉTAL SERVANT À EMMAGASINER LES CÉRÉALES DES AGRICULTEURS.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je veux poser au ministre du Revenu national une question dont je n'ai pu lui donner avis; mais il a reçu un télégramme à ce propos. Le ministre nous dirait-il si l'on a pris une décision au sujet de la demande du distributeur d'instruments aratoires de Winnipeg, M. Shaefer, à propos du tarif douanier exigé dans le cas des coffres en métal servant à emmagasiner les céréales des agriculteurs? Il demande que le tarif soit réduit et il a communiqué avec le ministre à ce propos. Le ministre est-il actuellement en mesure de parler de cette question?

L'hon. J. J. McCann (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, hier, j'ai reçu une communication de M. Shaefer, qui étudie maintenant la question avec le sous-ministre, M. Sim. A la suite de notre entretien, M. Shaefer a dit qu'il communiquerait avec la Division de la douane et de l'accise, au ministère du Revenu national. Pour ma part, je suis d'avis que, aux termes du tarif douanier actuel, les fonctionnaires du ministère ont classé ces articles comme il convenait de le faire. Toutefois, la question fait l'objet d'une nouvelle étude. Je n'ai pas parlé à mon sous-ministre ce matin, mais j'imagine qu'on a sans doute déjà pris une décision en un sens ou dans l'autre à ce propos.

LETHBRIDGE—MENTION D'UN ÉDITORIAL DANS LE "LETHBRIDGE HERALD" DU 8 AOÛT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. H. Blackmore (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre du Revenu national quelques questions dont je l'ai prévenu. Est-ce exact que le bureau de l'impôt sur le revenu de Lethbridge desservait également le sud-est de la Colombie-Britannique aussi bien que le sud de l'Alberta? Le ministre a-t-il pris connaissance dans